

### Discours du délégué italien à la conférence interparlementaire (1936)

M. Visco (Italie). — Monsieur le Président, Messieurs. La question du chômage est l'une des plus importantes qui soient inscrites à l'ordre du jour de cette Conférence. La complexité de cette question s'est révélée très clairement à mes yeux au cours de la lecture des rapports excellents qui sont présentés et qui témoignent des soins que les rapporteurs, MM. Isidore Tournan, Albert François et Giuseppe de Michelis, ont voués à l'analyse du problème du chômage, de ses causes et de ses conséquences sociales. Ces trois rapports représentent donc une étude fort intéressante de cette question si actuelle et ils constituent une base claire et précise pour d'utiles discussions. Il est inutile d'examiner à nouveau les causes de ces phénomènes ; non seulement nous les connaissons déjà presque toutes, mais elles ne sont même plus d'actualité. Elles ont provoqué un fléau qui dure encore de nos jours, puis elles ont disparu en provoquant des désastres, comme un flambeau qui a allumé un incendie et dont les ravages subsistent même si la torche incendiaire s'est éteinte après avoir propagé le feu.

Depuis 1929, année fatale, sept années se sont écoulées et la crise est toujours aussi inquiétante par son envergure et sa persistance. D'après le beau rapport de notre Secrétaire général, l'année 1935 marquerait, dans son ensemble, une amélioration économique sensible par rapport aux deux exercices précédents. Malgré cela, d'après les dernières statistiques trimestrielles du Bureau international du Travail, à la fin du mois de mars 1936, on comptait encore environ 25 millions de chômeurs. D'ailleurs, cette indication est certainement au-dessous de la réalité.

L'optimisme relatif de notre Secrétaire général ne paraît pas trouver plein écho dans les rapports du directeur du Bureau international du Travail, M. Butler. Dès les premières pages de son étude, ce dernier insiste sur la gravité de la situation, même là où il admet la possibilité d'une reprise incontestable. Dans un grand nombre de pays, l'indice de la production a atteint aujourd'hui le niveau de 1929. En d'autres, au contraire, comme, par exemple, en France et dans les Pays-Bas, aucun changement ne s'est produit. Cependant, même dans les pays où se manifeste un progrès sensible, M. Butler remarque que la nouvelle prospérité industrielle est fondée sur la préparation de la guerre et que, par conséquent, elle n'est qu'illusoire et transitoire. Dès lors, son rapport doit conclure que, malgré quelques améliorations dans le marché du travail, la réduction du chômage obtenue jusqu'à nos jours ne suffit guère pour constituer le symptôme favorable d'une prochaine solution du problème. Bien plus, si l'on consulte le volume du commerce international sur l'essor industriel, on constate qu'il n'y a guère eu d'augmentation en 1935 par rapport à 1934. C'est là encore un symptôme assez inquiétant. Il s'agit donc d'une question d'ordre national plutôt que d'ordre international. La politique aveugle que quelques États ont suivie dans leurs rapports avec d'autres États a fait surgir aussi un autre élément de gravité et de désordre dans la situation internationale. La tendance générale à l'indépendance économique s'accroît ; c'est l'unique moyen de défense des nations pauvres qui, pour ne point mourir étouffées, doivent trouver dans leurs seules ressources l'essence de leur indépendance, de leur force, de leur vie. La crise est donc, selon nous, en plein développement. Cette constatation impose la nécessité de rechercher les remèdes non par une vision contingente, mais par un programme vaste et coordonné qui puisse valoir pour aujourd'hui comme pour demain. Peut-on obtenir l'effet voulu en diminuant les heures de travail, en limitant l'âge d'activité des personnes qui travaillent ? L'adoption de la semaine de quarante heures a donné un bénéfice considérable aux nations qui l'ont appliquée les premières. L'Italie, entre autres, qui, dès 1934, a réalisé cette mesure, a vu diminuer en peu de temps le nombre de ses chômeurs de plus de 200.000. Par le même système les États-Unis ont obtenu, eux aussi, d'excellents résultats.

Après deux ans de cette expérience italienne, nous assistons, dans quelques nations qui souffrent aussi du phénomène du chômage, à d'amples, mais lentes discussions des organes parlementaires en vue de l'adoption d'une loi qui, jusqu'à présent, s'est seule montrée capable de donner quelques résultats heureux. Dans les vingt-cinq dernières années, nous avons enregistré plusieurs diminutions des heures de travail. Des soixante-six heures de travail par semaine, qu'on pratiquait en 1910-11, nous descendons à quarante-huit dans la période d'après-guerre ; l'économie a su s'adapter à la nouvelle situation. La diminution de huit heures encore par semaine pourra-t-elle être aussi tolérée par l'économie mondiale actuelle ? Ce n'est pas là le problème qui nous préoccupe le plus ; on doit, au contraire, se demander si une réduction de cette nature peut vraiment contribuer à résoudre la crise.

D'abord, pour être efficace, l'adoption de la semaine de quarante heures doit être générale, c'est-à-dire étendue à tout genre de travail. L'absorption d'une masse de vingt-cinq millions de chômeurs suppose une réduction de huit heures de travail par semaine s'étendant à l'énorme masse de plus de cent trente millions de travailleurs. Tout cela, naturellement, si le développement démographique des différents pays se tient toujours dans les limites actuelles et si les progrès techniques et la sélection des travailleurs ne tendent pas à augmenter sans cesse la capacité productive des individus et des installations mécaniques.

L'accroissement de la population, même s'il ne suit plus le rythme caractéristique de 1800, est encore considérable, excepté dans quelques nations où se manifestent des symptômes de vieillesse. Dans ces nations, le patrimoine humain reste stationnaire, ou même diminue. Les nations jeunes s'enrichissent tous les ans de nouvelles vies et, par conséquent, de nouveaux travailleurs. Afin que la voie à l'activité productrice s'ouvre pour eux aussi, il ne suffit plus d'adopter la réduction du travail hebdomadaire à quarante heures. Quelques économistes américains proclament déjà la nécessité d'introduire la semaine de travail de trente heures. Presque toutes les nations cherchent à augmenter l'âge minimum d'admission des enfants au travail ; une législation toujours plus rigoureuse interdit aux enfants et en général aux mineurs toute occupation considérée comme malsaine. Cette conception : de l'insalubrité ne dérive plus de présuppositions hygiéniques et biologiques, mais de contingences politiques. On institue donc une catégorie de chômeurs qui chôment de par la loi. Pour faire face aux travailleurs intellectuels sans emploi, on abaisse la limite d'âge des employés ; on devra sous peu limiter à un minimum relativement bas les travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Des mesures restrictives de l'activité devraient donc s'adapter à ces diverses catégories sociales. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra résoudre en plein le problème de la réabsorption des chômeurs.

J'ai parlé de l'existence d'un chômage technologique, M. Albert François s'en occupe et il l'a brillamment défini. Soulignons-en toute l'importance par rapport à la dépression actuelle. Je me permets de considérer le phénomène dans la perspective des conséquences futures. Tout renouvellement d'installation constitue un problème technique et, par conséquent, une augmentation de la production, L'organisation scientifique du travail dépasse les limites restreintes où elle a été maintenue jusqu'à présent, et elle s'étend à tout genre d'industrie, à toute sorte d'activité humaine faisant la sélection des individus dont le rendement augmente toujours davantage. Tout cela est favorisé par les organisations de l'État elles-mêmes, organisations qui, d'un autre côté, luttent avec acharnement pour réduire les heures de travail et pour contenir la production dans les limites des possibilités de consommation.

M. Albert François rappelle, à ce propos, les paroles du sénateur Agnelli, président de la Société F.I.A.T : « Jusqu'ici, le progrès technique (machines et rationalisation) a tendu au but de produire le maximum dans le minimum de temps et avec le minimum de main d'œuvre, sans qu'on se soit préoccupé du chômage qui en serait la conséquence. Cette formule doit être modifiée ainsi : produire

95 le maximum, dans le moindre temps possible, mais réduire les heures de travail de chaque ouvrier et non le nombre de ces ouvriers ; en d'autres termes, il faut que le progrès technique n'aille pas au détriment de l'emploi de la main d'œuvre ».

100 Jusqu'à quel point faudrait-il réduire ces heures de travail ? Ni M. François ni M. Agnelli ne le disent. Naturellement ce sont là des phénomènes futurs et l'avenir est aux mains de Dieu. Mais, si l'évolution de la technique de ces dernières années a pu nous fournir quelques renseignements, la nature de ceux-ci est telle qu'elle nous amène à penser que la diminution de l'horaire du labeur hebdomadaire devra être progressive et se faire à une allure toujours plus accentuée.

105 Dans l'esprit de celui qui examine les conditions actuelles où une activité lucrative peut encore se dérouler, soit par rapport à l'absorption de la production, soit en regard des dispositions législatives qui visent à limiter les heures et l'âge du travail et à exclure les femmes de la plupart des travaux, la conviction surgit que le droit au travail tend à devenir un privilège restreint à un petit nombre de personnes. Si les choses en sont ainsi, nous nous trouverons en mesure de faire peser sur ces quelques  
110 privilégiés l'entretien de toute la masse à laquelle on interdit toute occupation. Si pareille hypothèse devait se vérifier, ce seraient les familles les plus prolifiques qui en souffriraient le plus. En éliminant du travail les femmes jusqu'à vingt et un ans, en interdisant toute occupation aux enfants jusqu'à quatorze ans, avec une période d'apprentissage de plus de trois ans, on ferait retomber la totalité des charges familiales sur la seule personne jouissant pleinement du droit au travail, c'est-à-dire sur le chef de  
115 famille. Je vous laisse entrevoir les répercussions économiques qui s'abattraient sur toutes les entreprises industrielles, lorsque cette tendance se développerait dans le domaine du travail jusqu'à ses extrêmes conséquences.

120 Déjà, la réduction de la semaine de travail à quarante heures a renchéri le coût de la production. Elle a augmenté la cherté de la vie, sans avoir résolu les problèmes du chômage, puisque bien peu de catégories de travailleurs ont pu bénéficier de cette mesure. Les aggravations dont il s'agit se sont déjà fait sentir dans quelques sphères de la consommation qui ont subi une nouvelle contraction. Quelques produits alimentaires, surtout les denrées de luxe, accusent une nouvelle dépression. Aujourd'hui, l'examen du niveau d'existence (*standard of life*) permet de constater une forte régression dans les  
125 conditions d'existence des travailleurs. Leurs conditions de vie sont déjà tombées en dessous du niveau minimum normal. On voit ainsi s'accroître l'insuffisance nutritive, qui commençait déjà à exercer son influence néfaste sur la santé des classes populaires.

130 Ces conséquences, déplorables dans beaucoup de pays, sont moins sensibles en Italie, où l'effort du Gouvernement et des organisations politiques a été bienfaisant en matière d'assistance publique. Cette belle œuvre de solidarité est cependant onéreuse pour le budget de l'État. Une pareille charge, en soi si humanitaire, si elle se généralise et se prolonge à l'infini, pourra provoquer la ruine économique des nations. Le temps n'est plus aux mesures passagères ou provisoires. Abandonnons les conceptions surannées ou périmées. Le libéralisme économique a fait faillite. Seule une économie contrôlée et  
135 sagement dirigée pourra nous sortir de l'impasse où nous nous enfonçons !... (Applaudissements.)

*Compte rendu de la XXXIIe conférence interparlementaire tenue à Budapest du 3 au 8 juillet 1936, Paris, Payot, 1936, p. 450-455.*